

Díaz-Canel a présidé la Tribune anti-impérialiste de Guantanamo

Image not found or type unknown



Díaz-Canel préside la Tribune Anti-impérialiste à Guantanamo

Guantanamo, 26 février (RHC) La Place de la Révolution Mariana Grajales Coello, dans cette ville, a été le théâtre aujourd'hui d'une imposante Tribune anti-impérialiste, présidée par le Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Cuba (PCC) et Président de la République, Miguel Díaz-Canel, où le peuple de Guantanamo, au nom de tout le peuple de Cuba, a exprimé son ferme rejet de la politique hostile des États-Unis à l'égard de notre pays.

Les plus de 50 000 personnes réunies ont qualifié la présence de plus de 30 000 migrants sur la base navale américaine de provocation et d'affront à leur souveraineté, et ont tenu le gouvernement américain pour responsable de tout événement susceptible de se produire dans l'enclave.

Lors de l'événement, la présence illégale des troupes américaines depuis plus de 120 ans sur une partie du territoire le plus à l'est du pays, et son utilisation comme camp de concentration pour les personnes en marge de la loi, ont été une fois de plus rejetées.

Des orateurs et des artistes de la province la plus orientale, située à quelque 1 000 kilomètres à l'est de La Havane, ont fait valoir les effets du blocus du gouvernement américain contre Cuba, dont l'hostilité continue de s'intensifier aujourd'hui après de nombreuses mesures coercitives de l'administration de Donald Trump contre la nation antillaise.

Dans ce contexte, le premier secrétaire du PCC de Guantánamo, Yoel Pérez, a souligné la tradition de lutte des habitants locaux qui, dans le passé, ont vaincu l'empire espagnol sur leurs terres et ont résolument affronté l'occupation américaine qui s'en est suivie.

Il a rappelé que José Martí, Máximo Gómez et d'autres patriotes ont débarqué sur le sol de Guantánamera en 1895 pour relancer la guerre pour l'indépendance de l'île face au colonialisme espagnol, un objectif qui aurait été atteint sans l'intervention des États-Unis dans ce conflit.

En ce sens, M. Pérez a dénoncé l'utilisation de l'enclave militaire illégale pour concentrer des migrants considérés par Washington comme de « dangereux criminels » comme une provocation contre Cuba et un affront à sa souveraineté.

Il a également souligné que la Maison Blanche serait responsable « de ce qui se passe dans le périmètre de cette enclave », d'où les États-Unis ont soutenu des bandes armées contre le gouvernement révolutionnaire, détenu des terroristes présumés d'origine arabe et, aujourd'hui, des migrants latino-américains.

Le principal dirigeant du parti communiste de la province a exigé la levée du blocus américain de l'île, qui fait payer un lourd tribut à ses habitants et les prive de ressources financières, de fournitures, de pièces détachées, de carburant et de denrées alimentaires essentielles.

Le blocus est considéré comme un acte de génocide qui vise à tuer des innocents dans le but de renverser la révolution cubaine, simplement parce qu'ils défendent leur conviction d'être indépendants, de travailler et de vivre en paix, a-t-il souligné.

Des travailleurs de 15 syndicats, des étudiants, des membres de diverses organisations non gouvernementales et des représentants des municipalités de Caimanera, El Salvador et Manuel Tames ont participé à la mobilisation à Guantánamo.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/377492-diaz-canel-a-preside-la-tribune-anti-imperialiste-de-guantanamo>



Radio Habana Cuba